



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
 de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2023
 (Convocation du 23 novembre 2023)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2023 à 15h00, le collège "membres fondateurs" dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

| | |
|--|----|
| Conseillers en exercice | |
| • Nombre | 20 |
| • Voix | 20 |
| Présents | |
| • Nombre | 8 |
| • Voix | 8 |
| Pouvoirs | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Majorité simple selon article 11.2 des statuts | |

| | |
|---------------------------|---|
| Suffrages exprimés | |
| Pour | |
| • Nombre | 8 |
| • Voix | 8 |
| Contre | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Abstention | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |

Étaient présents :

Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Bernard Pouban

Étaient excusés :

Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Affaires budgétaires - Exonération de la redevance 2023 des usagers du bassin du Louet en raison de l'absence de réalimentation due à la réalisation des travaux

Exposé des motifs :

Le président rappelle que suite à un décrochement constaté des 2016 au niveau du parement amont de la digue du réservoir du Louet, la DREAL avait imposé des contraintes fortes d'exploitation du réservoir en limitant les vitesses d'abaissement du plan d'eau et donc du débit de soutien d'étiage conduisant à la mise en place de tours d'eau depuis 2017. Par la suite, les nombreuses investigations réalisées de 2017 à 2019, puis les études menées par la maîtrise d'œuvre ont conduit à redimensionner les travaux nécessaires à la stabilisation de la digue.

Les prescriptions techniques validées par les services de la DREAL ont fait l'objet de présentations à l'ensemble des irrigants du Louet lors de réunions organisées en 2021 puis 2022 en présence des chambres d'agriculture. A cette occasion il a été annoncé que le réservoir devait être entièrement vidangé afin de pouvoir réaliser les travaux nécessaires, dont une stabilisation du talus par une carapace d'enrochements qui nécessite un ancrage en pied de digue. Il a également été acté que le chantier devait se réaliser sur une seule année, ce qui impliquait une saison d'étiage (été 2023) sans irrigation puisque, sur l'axe du Louet, les quotas des agriculteurs étaient adossés aux 3 millions de mètre cubes habituellement stockés dans le réservoir de réalimentation.

Vu le contrat de concession de service public pour l'exploitation des réservoirs sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys et Midour et Douze - Maintenance et exploitation des équipements - gestion de l'eau et des facturations - campagnes 2019 à 2023, signé avec la CACG le 26 avril 2019, incluant la gestion du réservoir du Louet et l'appel de redevance relative,

Considérant l'information continue des usagers de la vallée du Louet lors des réunions successives de la commission de gestion de rivière Louet de décembre 2021, janvier, février et novembre 2022, juin 2023,

Considérant la vidange totale de la retenue nécessaire à la bonne réalisation des travaux sur une seule année et entraînant une absence de réalimentation pour la campagne estivale de prélèvements 2023,

Considérant que les agriculteurs disposant d'un contrat de restitution situés sur l'axe du Louet réalimenté n'ont pu irriguer les cultures à l'été 2023 en raison de l'absence de réalimentation depuis le réservoir en travaux,

LE COLLEGE "MEMBRES FONDATEURS"

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'exonérer les usagers préleveurs titulaires d'un contrat de réalimentation sur l'axe du Louet de toute redevance contractuelle 2023 due au titre du contrat de délégation de service public 2019-2023,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 05/12/2023

Reçu en préfecture le 05/12/2023

Publié le 06/12/2023

ID : 040-254002264-20231130-231130H1956H1-DE



Fait et délibéré le 30 novembre 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.